



ASIE/SYRIE - Pour l'Archevêque de l'Archi-éparchie syro-catholique de Hassaké-Nisibi, les milices anti-Assad pratiquent l'impôt révolutionnaire

Hassaké (Agence Fides) – « Les milices de la Free Syrian Army et les groupes djihadistes font payer de lourds péages à tous les véhicules provenant des zones de Damas et d'Alep qui transportent des marchandises. Ils disent que ces sommes servent à acheter des armes, qu'il s'agit en quelque sorte d'un « impôt révolutionnaire ». Ce qui fait que maintenant les prix des denrées alimentaires dans nos villes et nos villages ont presque décuplé ». C'est ce qu'indique à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Jacques Behnan Hindo, titulaire de l'Archi-éparchie syro catholique d'Hassaké-Nisibi, dans la province de Jazira, en Mésopotamie. Dans la région – qui comprend les centres urbains d'Hassaké et de Kamishly – la confrontation militaire entre l'armée régulière et les milices anti-Assad est dans l'impasse, mais les zones environnantes sont contrôlées par des groupes de l'opposition et les voies de communications vers Alep et Damas sont interrompues. « En ce moment, ici aussi, la plaie des enlèvements est celle qui cause le plus de souffrance dans de nombreuses familles. Au cours de ces derniers mois, entre Hassaké et Kamishly, on a dénombré plus de 100 enlèvements. A un certain moment, j'ai moi-même arrêté de les compter. Nombre des personnes enlevées se trouvent encore dans les mains de leurs ravisseurs » raconte Mgr Hindo. Malgré tout, il conserve quelques espoirs en ce qui concerne les récentes initiatives internationales visant à tenter de trouver une solution politique au conflit syrien. « Maintenant – déclare-t-il à Fides – tous mettent sur la table des demandes exagérées. J'espère qu'avec le temps, on trouvera la voie du compromis. Une solution peut se mettre en place seulement si les agents internationaux, à commencer par les Etats-Unis et la Russie, sauront mettre entre parenthèses leurs intérêts nationaux respectifs et tenir compte des attentes et des souffrances réelles vécues par notre peuple ». (GV) (Agence Fides 16/05/2013)